

INSTITUTION ADOUR

Extrait du Registre des Délibérations
De l'établissement Public Territorial de bassin Institution Adour

Séance du 30 septembre 2015
(Convocation du 14 septembre 2015)



Aujourd'hui, le trente septembre deux mille quinze à 10h30, le Bureau dûment convoqué s'est réuni à la salle des commissions 3 au Département des Landes sous la présidence de Monsieur Paul CARRERE

Etaient Présents :

Mesdames Christiane AUTIGEON, Odile LAFITTE, Céline SALLES
Messieurs Paul CARRERE, Gérard CASTET, Bernard POUBLAN et Bernard SOUDAR

Etaient excusés et avaient donné procuration :

Etaient excusés :

Monsieur Charles PELANNE

OBJET : DOSSIER III - Programmes d'actions / Déclaration d'existence des ouvrages de protection contre les inondations entre Urt et Bayonne en rive droite de l'Adour

Exposé des motifs :

Considérant que lors de la réalisation des travaux d'urgence et de remise en état des digues en rive droite de l'Adour suite aux crues de l'hiver 2014, l'Institution Adour s'est engagée à reconnaître l'existence des digues sur le tronçon Urt-Bayonne en rive droite.

Considérant que pour obtenir les autorisations nécessaires au démarrage de la programmation des travaux 2015, l'Etat demande la production de la reconnaissance de l'existence des digues par l'Institution Adour.

Cette procédure est codifiée aux articles L 214-1 à 6 et R 214 et suivants du Code de l'Environnement.

Ainsi l'article R 214-53 précise :

«I.- Lorsque des ouvrages, installations, aménagements, légalement réalisés ou des activités légalement exercées sans qu'il y ait eu lieu à application des textes mentionnés aux articles R. 214-3, R. 214-51 et R. 214-52 viennent à être soumis à autorisation ou à déclaration par un décret de nomenclature, conformément aux articles L. 214-1 à L. 214-6, l'exploitation, ou l'utilisation des ouvrages, installations, aménagements ou l'exercice des activités peuvent se poursuivre sans cette autorisation ou cette déclaration, à la condition que l'exploitant ou, à défaut, le propriétaire ou le responsable de l'activité fournisse au préfet les informations suivantes :

1° Son nom et son adresse ;

2° L'emplacement de l'installation, de l'ouvrage, ou de l'activité ;

3° La nature, la consistance, le volume et l'objet de l'installation, de l'ouvrage, ou de l'activité, ainsi que la ou les rubriques de la nomenclature dans lesquelles ils doivent être rangés.

II.- Le préfet peut exiger la production des pièces mentionnées aux articles R. 214-6 ou R. 214-32. Il peut prescrire, dans les conditions prévues aux articles R. 214-17 ou R. 214-39, les mesures nécessaires à la protection des éléments mentionnés à l'article L. 211-1.

III.- Les vidanges périodiques, en vue de la récolte des poissons, d'étangs de production piscicole, régulièrement créées, qui sont venues à être soumises à autorisation ou à déclaration en application de la nomenclature figurant au tableau annexé à l'article R. 214-1, sont considérées comme des activités légalement exercées si la dernière vidange est intervenue depuis moins de trois ans. »

Considérant que les travaux envisagés en 2015 sont soumis à simple déclaration mais nécessitent une régularisation par la reconnaissance d'existence.

La déclaration d'existence concerne un linéaire de 11 kilomètres répartis sur les communes de Saint Laurent de Gosse, Saint Barthélémy, Saint Martin de Seignanx, Tarnos et Bayonne.

En application du décret du 12 mai 2015, ce système d'endiguement devra faire l'objet d'une proposition de classement ou non par l'Institution Adour gestionnaire.

Le Conseil d'administration sera informé de la présente décision lors de sa plus proche séance.

En l'absence d'observations,

Après avis favorable du Bureau et des Commissions,

Après en avoir délibéré et à l'unanimité,



DECIDE

Article 1

Le Président est autorisé à signer tout acte permettant la déclaration d'existence des digues sur le tronçon Urt-Bayonne rive droite sur les communes de Saint Laurent de Gosse, Saint Barthélémy, Saint Martin de Seignanx, Tarnos et Bayonne (cf plan joint).

Article 2

Le Conseil d'administration lors de sa plus proche séance sera amené à délibérer de nouveau formellement sur cette décision.

Article 3

Monsieur le Président est chargé de l'exécution de la présente délibération.

Fait et Délibéré le 30 septembre 2015 à Mont de Marsan

Le Président,

INSTITUTION ADOUR
Département des Landes
40025 MONT DE MARSAN CEDEX

Paul CARRERE

✂ La présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le tribunal administratif de Pau dans un délai de deux mois à compter de sa publication et de la réception par le représentant de l'Etat.